

NOTICE INDIVIDUELLE

Nous,

Vu les pièces jointes :

☐ mandat de dépôt ☐ mandat d'arrêt ☐ exécution de peine(s) ☐ OIP ou suspension d'aménagement de peine
☐ Dossier JIRS ☐ Dossier JUNALCO

Concernant : ☐ Majeur ☐ Mineur

Nom :

Prénom :

Né(e) le : _____ à _____

Alias :

Nationalité :

Sachant lire et écrire le français : ☐ OUI ☐ NON

Ayant pour représentants légaux :

Nom :

Prénom :

demeurant :

Nom :

Prénom :

demeurant :

PÉNAL

ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

☐ déjà condamné(e) : ☐ droit commun ☐ criminalité organisée/terrorisme/grand banditisme ☐ jamais condamné(e)

AUTRES

La personne a-t-elle ou déclare-t-elle avoir déjà été incarcérée ? ☐ OUI ☐ NON

Si oui, dans quels établissements ? _____

Existe-t-il des critères particuliers de dangerosité ?

☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si oui : ☐ criminalité organisée ☐ terrorisme ☐ trouble grave au bon fonctionnement de l'établissement (évasion, mutinerie, violences en détention, prise d'otage) ☐ infractions commises/poursuivies depuis la détention ☐ capacités financières/réseaux pouvant être mobilisés en détention ou à l'extérieur ☐ précautions particulières prises lors de l'interpellation ☐ trouble grave de l'ordre public

Préciser: _____

EDUCATIF

PRÉCÉDENTS ÉDUCATIFS

☐ OUI ☐ Assistance éducative ☐ Pénal ☐ NON

Si oui, Mesures éducatives en cours : _____

Service éducatif chargé du suivi : _____

SANITAIRE

SANTÉ GÉNÉRALE

La personne déclare-t-elle des problèmes de santé (handicap, maladie) ? ☐ OUI ☐ NON

Lesquels ? _____

La personne fait-elle état d'un traitement médical en cours ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Lequel ? _____

Au cours de la garde à vue/rétention, un traitement médical a-t-il été prescrit ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

ADDITIONS

La personne déclare-t-elle une dépendance susceptible d'engendrer un risque de manque (stupéfiants, alcool, médicament, tabac) ?

☐ OUI ☐ NON Si oui, laquelle : _____

SANTÉ MENTALE

La personne déclare-t-elle des antécédents psychiatriques ? ☐ OUI ☐ NON

Lesquels ? _____

Si oui, la personne a-t-elle déjà fait l'objet d'une hospitalisation ? ☐ OUI ☐ NON

La personne déclare-t-elle des antécédents de tentative(s) de suicide ? ☐ OUI ☐ NON

En garde à vue/ rétention/ au moment de la présentation, la personne a-t-elle tenu des propos suicidaires ou tenté de porter atteinte à son intégrité physique ? ☐ OUI ☐ NON

Précisez : _____

Une consultation médicale et ou psychiatrique URGENTE - en dehors de la consultation médicale à destination des arrivants qui a lieu dans les plus brefs délais - est-elle nécessaire ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Pourquoi ? _____

MODALITES DE DÉTENTION

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Y a-t-il d'autres détenus impliqués dans l'affaire ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si oui, lesquels ? _____

La personne doit-elle être séparée d'autres détenus ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si oui, lesquels ? _____

La personne a-t-elle une mesure de suivi judiciaire en cours ? ☐ NON ☐ OUI ☐ NSP

☐ CJ ou ARSE ☐ peine alternative ou peine complémentaire ☐ Sursis probatoire ☐ peine de DDSE ☐ SSJ ☐ Aménagement de peine ou LSC ou mesure de sûreté ☐ Ordonnance de protection ☐ Suspension ou retrait de l'exercice de l'autorité parentale et des droits de visite et d'hébergement

Si oui, y a-t-il une obligation de soins ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si oui, y a-t-il des interdictions de contact ou de paraître **HORS INFRACTIONS COMMISES DANS UN CADRE INTRA-FAMILIALE** ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Précisez l'identité (nom, prénom, date et lieu de naissance) et adresse des personnes concernées par l'interdiction judiciaire (victime, coauteurs ou complices), les lieux interdits, les décisions judiciaires (avec dates) à l'origine et le cadre juridique

Si oui, y a-t-il des interdictions de contact ou de paraître dans le cadre d'INFRACTIONS COMMISES DANS UN CADRE INTRA-FAMILIALE ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Ces interdictions concernent : ☐ le conjoint, le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité, ou l'ancien conjoint, concubin ou partenaire de la personne incarcérée ☐ un ou plusieurs enfants mineurs de la personne incarcérée

Précisez l'identité (nom, prénom, date et lieu de naissance) et adresse des personnes concernées par l'interdiction judiciaire (victime, coauteurs, complices), les lieux interdits, les décisions judiciaires (avec dates) à l'origine et le cadre juridique

-

-

Un bracelet anti-rapprochement (BAR) ou un TGD ont-ils été prononcés ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si un BAR est prononcé, bien vouloir joindre une copie de la fiche navette à destination du greffe pénitentiaire pour transmission au prestataire de télésurveillance

DÉTENTION PROVISOIRE PENDANT LE DÉLAI D'APPEL

Le SPIP ou la PJJ est autorisé(e) à téléphoner aux membres de la famille/titulaire de l'autorité parentale.

La personne est autorisée à :

Numéro de parquet

Numéro d'instruction

NOTICE INDIVIDUELLE DETENTION

- téléphoner aux membres de sa famille (art R345-13 CPénit)
- correspondre avec des tiers (art R345-1 et R 345-3 CPénit)
- recevoir la visite des membres de sa famille (recommandation IGJ prévention du risque suicidaire)

En cas de refus concernant un ou plusieurs de ces items, précisez : noms, prénoms et numéros des personnes concernées, motifs et durée :

(Rappel : La décision d'interdiction de correspondance écrite doit être notifiée à la personne prévenue)

DÉTENTION PROVISOIRE (HORS DÉLAI D'APPEL)

La personne fait-elle l'objet d'une interdiction temporaire de communiquer (art. 145-4 CPP) ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si oui pendant quelle durée ? _____

Correspondance écrite (art. R345-1 et R 345-3 CPénit) :

Les correspondances écrites doivent-elles être communiquées au magistrat ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

La personne fait-elle l'objet d'une interdiction de correspondance ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si oui à l'égard de qui ? _____

Pendant quelle durée ? _____

Pour quel motif ? _____

La décision d'interdiction de correspondance écrite doit être notifiée à la personne prévenue (art. R. 57-8-17).

Accès au téléphone (art. R345-12 CPénit) :

La personne est-elle autorisée à téléphoner à d'autres personnes que sa famille ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si non, motif du refus : _____

Si oui, noms, prénoms et numéros d'appel des destinataires : _____

Le SPIP est-il autorisé à téléphoner aux membres de la famille ? ☐ OUI ☐ NON

La personne mineure est-elle autorisée à téléphoner aux titulaires de l'autorité parentale ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si non, motifs du refus (art R345-13 CPénit) : _____

Si oui, noms, prénoms et numéros d'appel des destinataires : _____

La PJJ est-elle autorisée à téléphoner aux membres de la famille et/ou au titulaire de l'exercice de l'autorité parentale ? ☐ OUI ☐ NON

Isolement judiciaire (art. R. 57-5-1 et suivants du CPP) (information judiciaire) :

La personne doit-elle être placée à l'isolement judiciaire (art R. 57-5-1 CPP) ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

Si oui, préciser la motivation dans l'ordonnance de saisine ou de placement

Gestion des biens (art. R332-1 et suivants CPénit) :

La procuration que serait amenée à dresser la personne pour la gestion de ses biens patrimoniaux extérieurs doit-elle être communiquée au magistrat ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

La personne est-elle autorisée à faire envoyer aux membres de sa famille des sommes figurant à la part disponible de son compte nominatif ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

La personne est-elle autorisée à effectuer sur la part disponible de son compte nominatif des versements à l'extérieur ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

La personne est-elle autorisée à travailler au service général ? ☐ OUI ☐ NON ☐ NSP

OBSERVATIONS : il s'agit de mentionner toute information utile, en l'état des connaissances du magistrat lors de la rédaction de la présente notice, de nature à orienter la prise en charge de l'intéressé(e) par l'administration pénitentiaire

Fait à

Le

Numéro de parquet

Numéro d'instruction

NOTICE INDIVIDUELLE DETENTION